Silence sur la ville

Autor(en): **Marco, Daniel**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **34 (1997)**

Heft 1316

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1015258

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Le changement est encore à venir

Le week-end dernier, la gauche a gagné de justesse les élections au Grand Conseil. Après le champagne, il faut engager une politique efficace et donc assainir les finances publiques.
Il faudra également traiter le dossier de l'espace, grand oublié de la campagne électorale et qui a pourtant été un enjeu de taille lors de la précédente législature.

La gauche et les verts ont donc conquis la majorité des sièges au Grand Conseil. L'événement est qualifié d'historique, quand bien même cette victoire ne résulte pas d'une majorité populaire. Arrivées au coude à coude, l'Alternative qui regroupe extrême gauche, socialistes et écologistes (47% des suffrages) et l'Entente bourgeoise (46%) concèdent en effet 7% aux nationalistes et autres mécontents.

L'étroitesse de cette victoire devrait favoriser l'abandon du face-à-face de deux camps figés dans un affrontement systématique, tel qu'on l'a vécu au cours de la dernière législature. C'est ce que laisse entendre un électorat qui, déçu de l'expérience monocolore, a refusé de trancher nettement entre la gauche et la droite. Par ailleurs, sur nombre de dossiers importants – finances publiques et fiscalité, rôle de l'État, politique sociale notamment – les deux blocs sont loin d'être homogènes.

C'est dire que, pour résoudre les problèmes auxquels Genève est confrontée, il faudra plus que des majorités de hasard. La campagne électorale est close et avec elle le temps des slogans, des solutions toutes faites et des terribles simplifications. Pour sortir de l'ornière, le canton a besoin d'une véritable concertation débouchant sur des solutions de compromis largement acceptées aussi bien au parlement que par le peuple. Les échecs cuisants de la majorité sortante, trop sûre de son fait, devraient servir de leçon aux nouveaux élus.

Priorité à l'assainissement des finances publiques

Déjà 60% de l'électorat – les abstentionnistes – ne croient plus au changement. Il s'agit maintenant de ne pas désespérer les autres. Plutôt que de multiplier les projets de lois pour donner l'illusion du mouvement, parlement et gouvernement devraient s'atteler en priorité à l'assainissement des finances publiques et à la réforme de l'État, conditions indispensables d'une action politique efficace. Ce serait là un véritable changement. *jd*

Silence sur la ville

Dans un passé récent, le temps faisait l'objet de toutes les préoccupations. L'espace semblait n'être qu'une coquille vide où prenaient place le développement économique et social et la croissance.

Aujourd'hui la tendance se renverse. C'est l'espace qui occupe le devant de la scène. Il n'est que de mentionner la conférence de Rio sur l'environnement, celle d'Istanbul sur le logement et les multiples contacts Est-Ouest sur l'environnement dégradé des pays de l'est européen.

On peut certes objecter que la question du temps et du partage du travail reste toujours actuelle. Mais elle est de plus en plus perçue comme une possibilité de libérer du temps pour permettre au plus grand nombre de participer à la gestion de l'espace, de sa ville, de son quartier, de son immeuble.

Étrangement, cette évolution n'a pas marqué le débat électoral à Genève. Lors des «États généraux de Genève» organisés par un quotidien local, les représentants de six principaux partis en lice ont superbement ignoré le dossier de l'espace, du territoire, de la ville. En fin de discussion, un Vert a timidement effleuré le sujet. Ce sont les finances publiques qui ont monopolisé l'attention.

Ce silence est d'autant plus pesant que durant la législature qui s'achève, l'espace n'a cessé d'être un enjeu d'importance à Genève. Pour rappel, la question de la protection de la zone agricole et les déclassements décidés au coup par coup, la politique des transports publics, l'assouplissement de la loi sur les démolitions pour inciter à la rénovation du parc immobilier et apporter un bol d'air au secteur de la construction.

Espérons que lors de la campagne pour les élections communales vaudoises et pour le Conseil d'État à Genève, les partis et les candidats seront aussi diserts sur la ville et le territoire que sur les questions d'argent. *dm*